



# Syndicat Autonome de la Fonction Publique Territoriale

La Garde, le 15 janvier 2015,

Monsieur Bruno CHAMPION  
Secrétaire Général Adjoint National  
Syndicat Autonome de la  
Fonction Publique Territoriale  
1041, avenue de Draguignan  
ZI Toulon Est  
83130 LA GARDE

À

Monsieur Bernard CAZENEUVE  
Ministre de l'Intérieur,  
Place Beauvau  
75008 PARIS

Objet : Prise de position du S.A.F.P.T suite aux évènements des 8 et 9 janvier 2015.  
Lettre en AR n° 1A 082 380 3026 4

Monsieur le Ministre,

Par la présente, les représentants du S.A.F.P.T viennent vous faire part de leur désarroi et de leur colère quant aux assassinats perpétrés les 8 et 9 janvier dernier.

Au-delà de la douleur provoquée par de tels actes, le S.A.F.P.T, à travers un communiqué, interroge les consciences de nos dirigeants.

En effet, les images effroyables de mise à mort, en pleine rue, d'un fonctionnaire de Police Nationale interpellent toute une profession...

Sans connaître tous les tenants et aboutissants, il est utile de comprendre comment trois patrouilles de Police Nationale, arrivées rapidement sur les lieux, n'ont pu opposer la moindre riposte digne de ce nom aux assassins !

La réponse est, semble-t-il, cinglante et d'une gravité extrême :

en face des forces de l'ordre se trouvent, de plus en plus souvent, des fanatiques équipés d'armes de guerre d'une efficacité, d'une portée et d'une cadence de tir qui laissent à penser que les interventions demandées en pareil cas aux policiers nationaux, gendarmes et policiers municipaux (armés) sont proprement irréalisables avec une arme de poing devenue, en de telles circonstances, ridicule !

Le deuxième attentat touche la Fonction Publique Territoriale en plein cœur avec l'exécution froide et lâche **de Clarissa JEAN-PHILIPPE, agent de police municipale non armé**. Il est à noter les similitudes, en ce qui concerne le motif de l'intervention, avec le drame précédent ayant coûté la vie à **Aurélié FOUCQUET**. Les deux victimes intervenaient sur de banals accidents de la circulation, preuve que les agents de Police Municipale n'étaient pas engagés sur des missions à risque sortant de leurs compétences... **et pourtant, le constat est là!!!**

Les premières réponses, à priori, faites par le Ministère de l'Intérieur ne peuvent satisfaire le S.A.F.P.T.

En effet, une mise en commun des moyens radios afin de prévenir les agents de Police Municipale d'un éventuel danger ne répond qu'au premier drame... dans le second, hélas, **PERSONNE N'AURAIT PU PREVENIR CLARISSA DU DANGER QUI LA GUETTAIT !!!**

**Les missions pour lesquelles interviennent donc quotidiennement ces agents territoriaux peuvent s'avérer d'une extrême dangerosité sans qu'elles ne puissent être qualifiées ainsi au départ.**

**De plus, le S.A.F.P.T tient à vous faire partager ses inquiétudes qu'il véhicule, par ailleurs, depuis des années :**

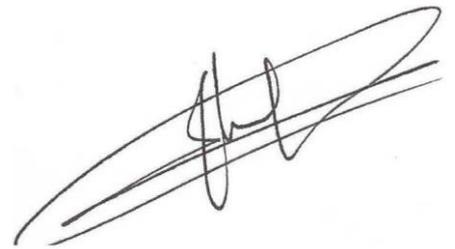
**de par leurs uniformes et leurs véhicules sérigraphiés, les Policiers Municipaux sont une cible potentielle, aussi bien pour les individus perpétrant des crimes crapuleux que pour les terroristes. Les propos du tueur de Montrouge, relayés par les médias, en sont la preuve irréfutable puisque son acte était dirigé contre les représentants des forces de l'ordre et qu'il a choisi d'abattre un agent de Police Municipale sans défense !**

**De ce fait, le S.A.F.P.T réclame avec force et vigueur un armement de Catégorie B ainsi que des gilets pare-balles pour tous les agents de Police Municipale.**

**Dans l'éventualité où la libre administration des Collectivités Territoriales ne peut permettre une telle disposition, le S.A.F.P.T demande la mise en place de lourdes peines contre les Maires ne garantissant pas la sécurité de leurs agents de Police Municipale.**

Dans l'attente et me tenant à votre entière disposition, je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, en l'expression de ma haute et respectueuse considération.

**Bruno CHAMPION**



**Copies:**

- Monsieur François HOLLANDE, Président de la République.
- Monsieur Manuel VALLS, Premier Ministre.
- Madame Marylise LEBRANCHU, Ministre de la Fonction Publique.